

Haïti : «Lekol pou yo tou» poursuit sa mission

Installé sur le campus de Bolosse, dans le Sud-Est de Port-au-Prince, depuis 1956, le Collège évangélique Maranatha a dû quitter ses locaux face à la violence des gangs. Il accueille désormais les élèves dans des bâtiments édifiés dans un autre quartier, sur des terrains achetés grâce à des dons. Le Collège Maranatha est membre de la FEPH, une fédération de 3000 écoles qui est partenaire de la Plateforme Haïti, dont fait partie le Défap.



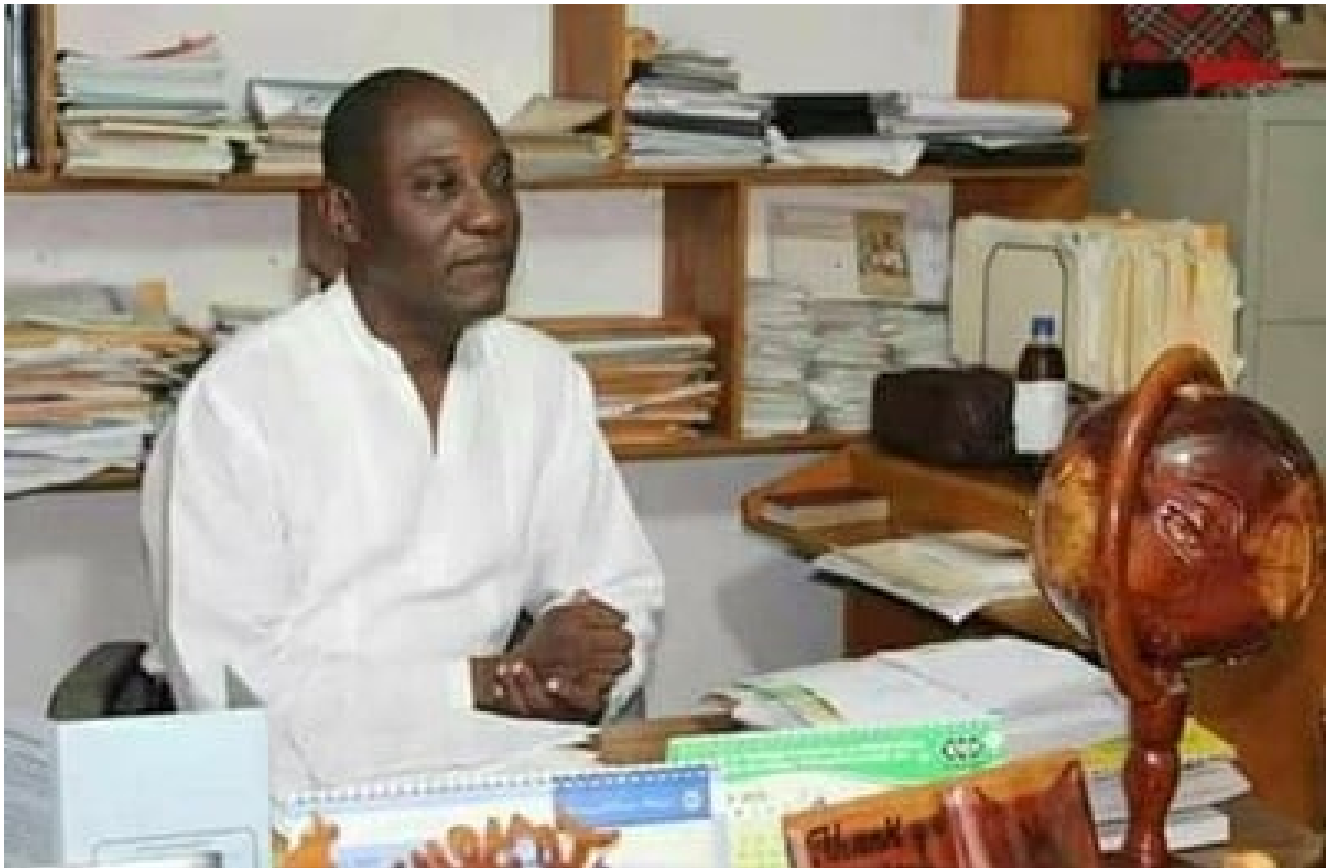
Le collège évangélique Maranatha © Mission Biblique

Le déménagement avait été préparé, des terrains acquis dans un autre quartier de Port-au-Prince pour y construire des bâtiments provisoires afin d'accueillir la section secondaire de l'école à la rentrée scolaire 2020-2021, le 16 novembre ; mais le départ du Collège évangélique Maranatha, forcé de quitter le campus de Bolosse, n'en a pas moins été un symbole

douloureusement ressenti. Cet établissement, membre de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, partenaire de la Plateforme Haïti, dont fait partie le Défap, était présent dans cette partie de la capitale haïtienne depuis 1956 ; mais la situation y était devenue intenable.

«Nous sommes entourés de cinq gangs armés qui s'affrontent régulièrement, à savoir Fort-Mercredi, Grand-Ravine, Ti-Bois, Baz Pilate et le Bicentenaire. Nous sommes en difficulté depuis le mois de mars. Lorsque ces groupes armés lancent les hostilités, le collège n'est pas épargné par les projectiles», a expliqué Armand Louis, directeur du Collège évangélique Maranatha, dans les colonnes du Nouvelliste, quotidien haïtien de référence. Et de même que l'école, le STEP (Séminaire théologique de Port-au-Prince), dépendant comme elle de l'UEBH (l'Union évangélique baptiste d'Haïti) a dû plier bagage : le STEP était présent pour sa part depuis 1942. Lors d'une conférence de presse, le Dr Jacques Louis, président de l'UEBH, a expliqué avec amertume : «Face à l'évolution de la situation dans la zone surtout ces derniers jours, l'UEBH se trouve dans l'obligation de stopper toutes ses activités sur le campus de Bolosse (...) Nos actions sociales dans la zone comme la clinique mobile, l'alphabétisation, le crédit, la construction et la réparation de logements dans la communauté sont aussi à l'arrêt. La situation qui se développe ne favorise pas la transformation de la vie, mais elle détruit des vies». Auparavant, une école catholique avait elle aussi été contrainte d'abandonner le quartier, laissé aux mains des gangs, et dont les accès ont été coupés par des blocs de béton placés sur les principales routes.

Les visites de partenaires étrangers bloquées



Le directeur du collège Maranatha, Armand Louis © Mission Biblique

Le Collège Maranatha était jusqu'alors implanté au Sud-Est de Port-au-Prince, dans un secteur boisé surplombant le quartier de Grande-Ravine, lieu gangréné par des gangs rackettant impunément la population. L'école entretenait ainsi un témoignage essentiel dans une partie très défavorisée de Port-au-Prince, tout en étant elle-même relativement épargnée par les gangs. Mais il y a trois ans presque jour pour jour, c'est l'école elle-même qui s'est retrouvée directement frappée par la violence lorsqu'une opération antigang de la police s'est transformée en fusillade, se traduisant par plusieurs morts au sein de l'équipe éducative et des élèves du Collège Maranatha ; quant au directeur, Armand Louis, il avait été rendu responsable par la police de l'échec de l'opération, et incarcéré ; incarcération à laquelle avait rapidement mis fin une mobilisation d'une large partie du protestantisme haïtien, avec le soutien du ministère de l'Education. Mais à la suite de ces violences, le Collège Maranatha avait subi un pillage en règle. Et dès lors, la tension était restée permanente :

une cérémonie de commémoration organisée un an plus tard, en présence d'élus et de représentants de partenaires étrangers, avait ainsi été interrompue par des actions de gangs visant le Collège Maranatha.

L'école pâtit en outre d'une dégradation de la situation sociale qui n'épargne aucun aspect de la vie quotidienne en Haïti ; car depuis le début des manifestations lancées pour réclamer le départ du président Jovenel Moïse suite au scandale Petrocaribe, le pays tout entier s'est enfoncé peu à peu dans une crise dont les opérations «Lockdown» (blocage de toutes les activités d'Haïti par des manifestants) n'étaient que la pointe émergée. Les pénuries se sont aggravées, touchant les biens les plus essentiels (nourriture, électricité, carburant), pendant qu'une inflation galopante faisait plonger une grande partie de la population dans la grande pauvreté, et que le niveau d'insécurité ne faisait que s'accroître. L'arrivée du Covid-19, même si le pays n'est pas parmi les plus touchés, n'a fait qu'accroître les difficultés et les inégalités. Une situation qui empêche, depuis de nombreux mois, les visites de partenaires étrangers : les missions prévues par le Défap dans ce pays sont ainsi suspendues.

Le Collège Maranatha reste un maillon essentiel



Une école d'Haïti après le passage de l'ouragan Matthew, dont la réhabilitation a été financée par le protestantisme français © Laura Casorio pour Défap

Et c'est justement dans un tel contexte que les écoles, comme le Collège Maranatha, ont un rôle crucial à jouer : car pour faire face aux multiples maux de la société haïtienne, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou de santé, l'éducation est primordiale. Comme le souligne Laënnec Hurbon, docteur en sociologie à la Sorbonne, directeur de recherche honoraire au CNRS et membre fondateur de l'Université Quisqueya à Port-au-Prince, «avec un taux d'analphabétisme de 50% (...) le niveau de l'éducation formelle en Haïti est si bas qu'on peut difficilement parvenir à mettre le pays sur les rails du développement (...) Seules 10% des écoles sont publiques, triste record pour un État indépendant depuis plus de deux siècles. Dans le même temps, le secteur éducatif est gangrené par la corruption.» Selon les chiffres de la Banque

Mondiale, plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés ; non seulement les écoles publiques sont une petite minorité, mais en outre le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac.

L'éducation, en Haïti, fait donc elle aussi partie des secteurs sinistrés. Et pourtant, comme le souligne Laënnec Hurbon, «un chemin existe pour le développement d'Haïti : il passe par la mise en place d'une éducation formelle de base identique pour tous les Haïtiens.» Précisément, face à ces lacunes éducatives, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (dont fait partie le Collège évangélique Maranatha), revendique grâce à son réseau la scolarisation de 300.000 enfants, avec une qualité d'enseignement reconnue. Elle est soutenue directement par le Défap et fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique. Ainsi, après le passage destructeur de l'ouragan Matthew sur Haïti en 2016, trois écoles avaient été réhabilitées avec un financement direct de la fondation du protestantisme.

Au-delà du triste symbole que représente son déménagement forcé, le Collège évangélique Maranatha reste donc un maillon essentiel. Dans ses lettres de nouvelles, la Mission Biblique, membre de la Plateforme Haïti qui entretient les liens les plus réguliers avec l'école, se félicite ainsi des dons reçus qui ont permis d'acheter des terrains et de lancer les constructions nécessaires pour accueillir élèves et enseignants dans un autre lieu que le campus de Bolosse ; elle rappelle aussi qu'en dépit des difficultés, les objectifs de réussite de l'école ont été atteints à plus de 90% au cours de l'année scolaire 2019-2020.